



Dans le cadre de sa mission d'informer et de faciliter la concertation entre tous les partenaires concernés par la sécurité alimentaire, la C.N.S.A en collaboration avec le FEWS-NET publie ce bulletin mensuel qui se veut un outil d'alerte précoce, de diffusion des données sur la sécurité alimentaire et d'intégration des interventions dans ce domaine.

Flash Info No 22 / Période couverte : Mars 2007

Publication: Avril 2007

ALERTE
PRECOCE

PAS D'ALERTE

MISE EN GARDE

AVERTISSEMENT

AVIS D'URGENCE

Résumé et implications

TABLE DES MATIERES

Résumé et implications	1
Calendrier saisonnier et des faits marquants	1
Suivi des risques et des désastres subits.....	2
Évolution de la saison agricole.....	2
Accessibilité des aliments sur le marché	3
Conclusions et recommandations.....	4

L'état de la sécurité alimentaire est jugé actuellement stable en Haïti. L'analyse des conditions climatiques et socio-économiques permet d'espérer de nettes améliorations de la sécurité alimentaire dans le pays. Reste cependant à surveiller la catégorie des gens les plus vulnérables pour prévenir la détérioration de leur condition. Grâce aux premières pluies, commencées depuis la deuxième décennie de mars, l'on devrait s'attendre à une saison de printemps précoce et bien arrosée cette année, selon les prévisions météorologiques. Ces pluies devraient être bénéfiques particulièrement au maïs, considéré comme la principale culture de cette période. Il convient de noter les bonnes performances macro économiques (ex. prix et taux de change stables) enregistrées dans le pays durant le premier trimestre 2007, résultant en partie des progrès réalisés au niveau des conditions de sécurité civile à Port-au-Prince. Il y a aussi un air d'optimisme qui règne par rapport aux perspectives

encourageantes d'investissement apporté par l'entrée en vigueur de la loi HOPE aux Etats-Unis. De nouveaux investissements devraient contribuer à l'élargissement du marché d'emplois, surtout non spécialisés et procurer un certain revenu aux couches les plus défavorisées.

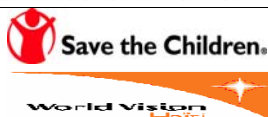
En dépit de ces promesses d'amélioration des conditions de sécurité alimentaires en Haïti, certaines lacunes d'ordre structurel restent à combler pour maintenir et améliorer ces conditions. Au vu des prévisions pluviométriques de la saison, l'entretien des infrastructures en aval des bassins versants (par ex. le curage des canaux de drainage) devrait être organisé en vue d'atténuer l'occurrence des inondations et de prévenir les pertes en vies humaines. Les efforts en cours de renforcement des mécanismes de prévention et de réponse des communautés aux phénomènes naturels devraient rester soutenues.

Calendrier saisonnier et des faits marquants

Figure 1. Calendrier des cultures et des faits marquants pour la majorité des zones agro écologiques



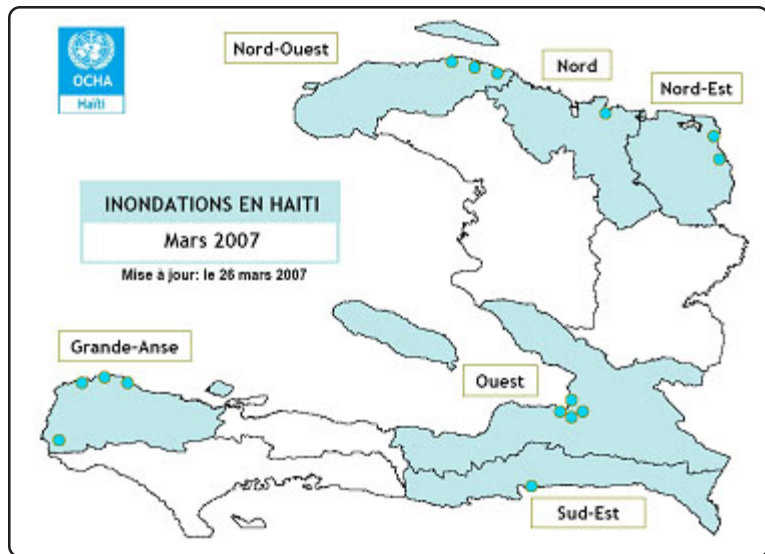
Le front froid (sur 2 décades du mois de mars) annonce une saison agricole de printemps précoce. Le maintien d'un tel rythme de la pluviométrie au niveau des grandes zones de production du maïs par exemple peut entraîner un décalage de 3 à 4 semaines dans la saison qui commence normalement en avril. Les principales cultures prévues pour cette saison sont le maïs et le haricot (première campagne dans les zones de montagnes humides).



Suivi des risques et des désastres subits

Les prévisions des pluies, à nette tendance supérieure à la normale, faites pour la première moitié de 2007 par les institutions spécialisées en météorologie commencent à se matérialiser. Ces pluies qui se sont abattues sur la quasi-totalité du pays à la troisième décennie du mois de mars ont causé beaucoup de dégâts. Elles ont particulièrement occasionné de graves inondations au niveau des départements du Nord-Ouest, de l'Ouest, de la Grande Anse, du Sud-Est, du Nord-Est et du Nord (Figure 2). Selon la Direction de la protection civile, ces inondations ont fait au moins 11 morts et un nombre jusqu'ici indéterminé de blessés et de disparus au niveau des départements affectés. En plus des pertes en vies humaines, des dégâts matériels tels des maisons détruites ou endommagées et des jardins dévastés ont été enregistrés au niveau de la couche la plus vulnérable des populations sinistrées. A ce stade aucune évaluation du coût des dégâts que ces inondations auraient causés n'est encore établie.

Figure 2.- Zones inondées



Il convient de souligner que ces pluies n'étaient pas d'intensité à provoquer des dégâts à la dimension de ceux que l'on a observés un peu partout dans le pays. Les dommages qui en résultent sont plutôt liés aux problèmes chroniques d'inadéquation ou de manque d'entretien des infrastructures et d'aménagement des bassins versants. N'était-ce ces lacunes, ces pluies seraient plutôt favorables et bénéfiques à l'agriculture.

Evolution générale de la saison agricole et son importance dans la disponibilité des aliments

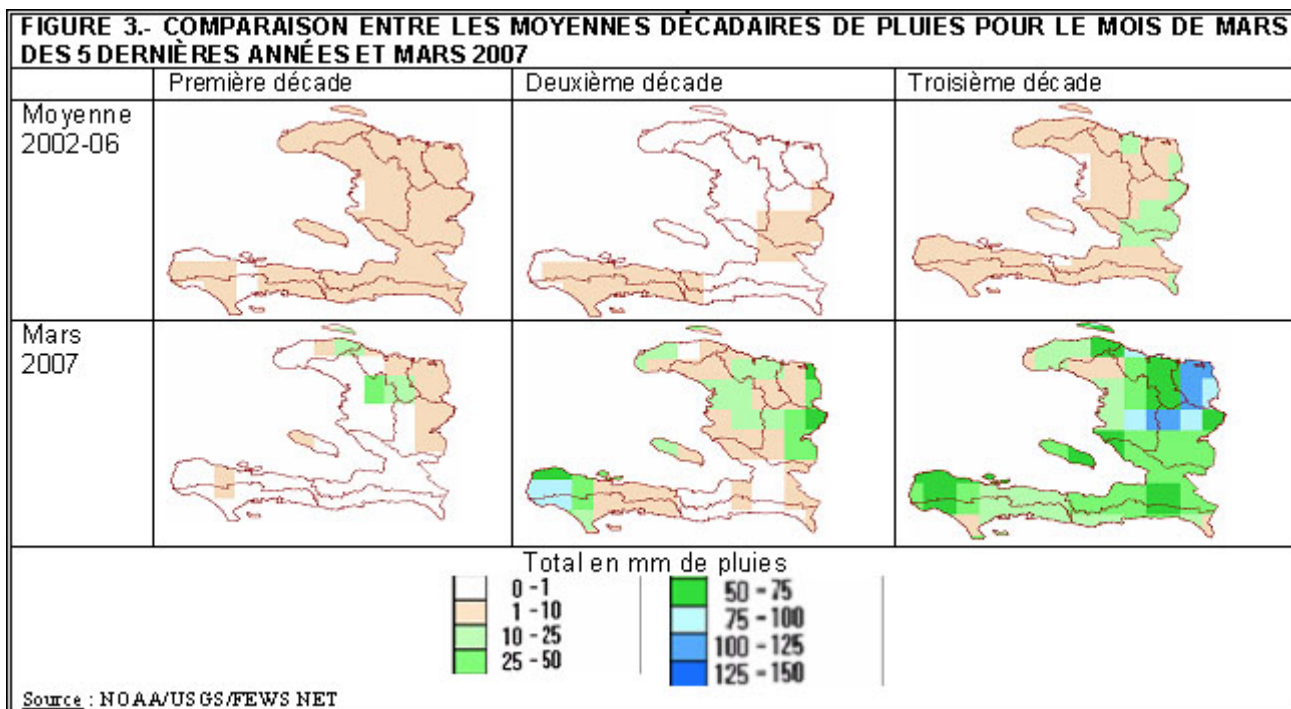
Évaluation de la saison agricole d'hiver

En Haïti, la saison agricole d'hiver (décembre-mars) coïncide avec la saison sèche dans la majorité des zones agricoles. La principale culture pratiquée durant cette période est le haricot. Celui-ci est surtout cultivé au niveau des montagnes humides (2^e et 3^e campagne de l'année), des grandes plaines (unique campagne) et de petits périmètres irrigués. Rappelons que la saison d'hiver compte pour environ 25% de la production totale de haricot du pays. Au niveau de la vallée de l'Artibonite, seules les plantations issues des semences fournies par le MARNDR et la FAO ont donné de bonnes récoltes. La récolte de la variété de haricot local a été complètement perdue. Cette perte serait le résultat de forts vents qui ont provoqué la chute des fleurs. Selon le rapport du PAM, les récoltes de haricot, semé en novembre, ont été affectées au niveau des départements du Nord et du Nord-Est par la sécheresse de décembre. Cependant, les autres zones où cette culture a été mise en place ont eu selon les informateurs-clefs de bonnes récoltes.

De bonnes productions de patate douce ont été enregistrées et sont actuellement en train d'être récoltées au niveau des communes de Petite Rivière de l'Artibonite et de Marchand-Dessalines (Vallée de l'Artibonite). Dans les zones irriguées qui n'ont pas été affectées par la pénurie d'eau, les plantations de riz sont actuellement en phase de récolte. Elles sont cependant en phase de tallage pour les zones qui en ont été frappées car les semis ont été tardifs.

Démarrage de la saison de printemps

Comparée à la moyenne des 5 dernières années, la pluviométrie du mois de mars, qui normalement coïncide à la fin de la période sèche, a été relativement abondante cette année dans la majorité des zones agro écologiques du pays (Figure 3). De telles conditions pluviométriques semblent entraîner un déclenchement précoce de la saison de printemps cette année, qui, habituellement débute en avril.



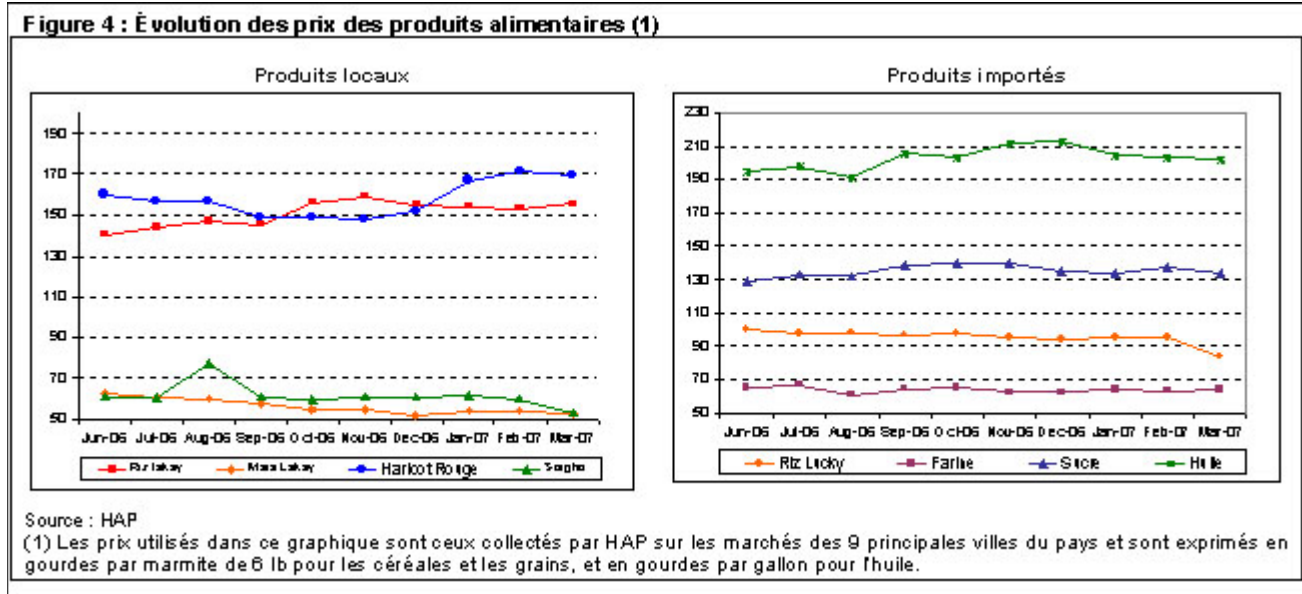
Les pluies de mars semblent favoriser un démarrage plus tôt de la saison de printemps cette année. D'intenses activités de préparation de sol sont enregistrées à travers le pays, notamment pour la plantation de maïs à la faveur de ces premières pluies de printemps. Dans la plaine des Cayes, première zone de production de maïs du pays, les agriculteurs avaient déjà semé à fin mars 2007. Il convient de rappeler que le printemps est la plus importante saison de culture de maïs en Haïti. D'après les statistiques de la FAO, le maïs compte pour environ 50 % de la production totale de céréales du pays. Des préparatifs sont également en cours pour la campagne de haricot de printemps, notamment dans les zones de montagnes humides. Cette situation a entraîné une rareté de semences dans certaines zones de production. Dans la vallée de l'Artibonite, par exemple, le programme d'urgence de la FAO a acheté les semences de haricot provenant des champs issus de la variété *Icta Ligero* aux fins de multiplication pour la distribution dans d'autres zones de production.

Accessibilité des aliments sur les marchés

La tendance de stabilité enregistrée depuis juin 2006 au niveau du prix des produits alimentaires de base (importés ou locaux) est maintenue jusqu'au mois de mars 2007. Les prix collectés par la *Hillside Agriculture Project* (HAP) au niveau des principaux marchés du pays montrent même une légère baisse du prix de la majorité des produits de première nécessité (Figure 4). Cette tendance baissière de prix va de pair avec celle du taux de change de la gourde par rapport au dollar américain qui se trouve à son plus bas niveau depuis décembre 2006. Cette chute du prix des produits alimentaires importés ou locaux devrait être maintenue ou plus manifeste dans les prochains mois, même avec l'augmentation qu'a connu le prix du carburant. Notons qu'au cours du mois de mars, le prix du carburant a en deux fois été revu à la hausse, soit le 10 et le 26 mars en passant de 139 à 164 gourdes pour la gazoline 95.

Quant aux denrées alimentaires produites localement, la même tendance observée que chez les aliments importés a été signalée d'après l'analyse des prix HAP. Cette situation peut être expliquée par les bonnes récoltes des saisons d'automne et d'hiver (haricot). Toutefois, il y a lieu de souligner la hausse du prix de certaines céréales et légumineuses, notamment le maïs en grains et le haricot au niveau des grandes zones de production de ces cultures. Sur le marché de Cance (Plaine des Cayes), par exemple, considéré comme le marché boursier du maïs en Haïti, le prix a grimpé de 75% de décembre à mars. A Limonade (dans le Nord), la même tendance a été observée avec une hausse de prix de 60% durant la même période. Cette situation est imputée au fait d'une hausse de la demande de ces graines comme semences pour l'emblavement des parcelles durant la saison de printemps qui a déjà commencé. La mauvaise récolte de haricot due à la sécheresse de

décembre dans les départements du Nord et du Nord Est a accentué la hausse du prix du haricot dans ces zones là.



L'examen des facteurs macro économiques actuels est assez évident pour la prédiction d'une amélioration de la situation socio-économique d'Haïti dans les prochains mois. L'analyse de ces paramètres montre d'un côté, une nette baisse du niveau d'insécurité civile qui prévalait à Port-au-Prince. De telles conditions peuvent entraîner un regain de confiance aux investisseurs dans le renforcement du secteur privé, ce qui améliorerait le marché de l'emploi et par voie de conséquence augmenterait le niveau de revenu des ménages les plus vulnérables. Ce climat de sécurité peut-être un facteur à la réussite de la loi HOPE, évident dans la création d'opportunités intéressantes d'emplois (ex. confection textile pour exportation aux USA) en milieu urbain réduire l'insécurité alimentaire.

Conclusions et recommandations

Les conditions climatiques actuelles annoncent une saison de printemps prometteuse pour cette année. Un maintien des prévisions météorologiques peut traduire une forte probabilité d'avoir de bonnes productions de maïs, principale culture de la saison. Il faut cependant se méfier des désastres telles les inondations qui peuvent accompagner ces pluies en raison de la fragilité de certains systèmes agro écologiques.

Les pratiques agricoles inadéquates, le déboisement à outrance, les crises socio-économiques, les lacunes dans l'aménagement des bassins versants et la participation inadéquate des communautés dans la prévention et les réponses aux phénomènes naturels sont les principales causes de la crise environnementale telle qu'on la connaît aujourd'hui.

Les prix des aliments de base montrent généralement une tendance à la baisse au mois de mars. Les bonnes récoltes agricoles des deux dernières saisons et la dépréciation du dollar américain par rapport à la monnaie locale expliquent en grande partie cette situation. Des chances d'expansion du marché d'emplois non spécialisés sont bonnes car de nouveaux investissements devraient bientôt se faire à la faveur du climat de sécurité qui s'améliore et de l'entrée en vigueur de la loi HOPE aux Etats-Unis.

En dépit des conditions encourageantes relatives à l'état de sécurité alimentaire dans le pays, une surveillance doit être maintenue en vue du contrôle de certains paramètres déterminants à sa réalisation. Des efforts devraient notamment être déployés en vue d'atténuer les impacts négatifs attendus des fortes pluies de printemps annoncées. Ces efforts devraient inclure le bon entretien des infrastructures en aval des bassins versants (ex. curage des canaux de drainage) et la reforestation de l'amont en vue de réduire les pertes de sol par ruissellement, responsables des cas fréquents d'inondation et de pertes en vies humaines. Les effets de ces efforts seront malheureusement les plus palpables dans le long terme.